

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRE COLOMER
123, rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 80 fr.	Trois mois... 25 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 50 fr.
Trois mois... 20 fr.	Un an... 100 fr.
Chèque postal L'Entente 658-02	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

FACE AU GRAND CRIME

Souvenons-nous

Il y a dix ans le massacre commençait. Dix années déjà nous séparait du jour où sur l'Europe ivre de haine, de folie et aussi d'effroi, passait avec fracas un grand vent de tempête, tout frémissant des bruits d'armes et du sourd piétinement des peuples en marche les uns vers les autres.

Le spectre de la guerre se dressait implacable, au fond de l'horizon et la Mort muette et ricanante agitant sa faux sanglante au front des bataillons poussés sur les charniers par le souffle des vieux atavismes et le brûlant ouragan des batailles d'un formidable passé.

Bafouée par la sottise et la méchanceté, la raison humaine, pauvre lueur incertaine et tremblante au milieu des ténébres, en ce jour à jamais exécrable du 2 août 1914, sombra pour une longue période. Pendant cinquante-deux mois, sous les cieus inclement de l'exil, dans de très rares pays isolés du cataclysme meurtrier, seuls, quelques rares hommes, par leurs faibles balbutiements parmi un monde sourd et livré sans merci aux puissances du Mal, purent élever la voix pour défendre et sauver ce qui restait de l'Intelligence européenne.

Mais partout, sur trois grands continents, la brutalité et la soldatesque triomphaient avec insolence.

Et le crime devait durer, et le crime dura jusqu'à ce que las de tuer et d'être tués, les soldats du camp opposé abaissent leurs armes en disant : « Nous en avons assez. »

Il y avait longtemps que tous, nous en avions assez, il y avait longtemps que l'inutilité de notre sacrifice et du sang répandu avait frappé nos regards de grands errants et de grands maudits sur la terre déchirée et souillée par les haines fratricides des nations. Mais nous étions pris dans l'engrenage ; la voix des canons était plus forte et plus impérieuse que nos volontés, toutes les forces malfaisantes étaient ligées pour notre commune destruction, et il nous a fallu consumer jusqu'au bout l'inutile sacrifice.

Nous l'avons consommé ; nous n'en sommes pas tous morts puisque à quelques-uns nous sommes revenus des champs de mort. Mais la leçon nous sera profitable, car depuis que l'infâme machinerie de la guerre a desserré son étreinte en nous rejetant brisés et désespérés à jamais dans les sentiers monstrueux de la vie de tous les jours, nous avons senti une grande force se lever en nous, un nouvel idéal embraser nos cœurs afin de les armer contre les déchainements et les retours de pareils cauchemars.

Car ce fut un cauchemar vivant, cette atroce existence que nous avons menée durant plus de quatre longues années. Et n'avons-nous pas le droit de maudire la société et d'allumer le grand incendie d'une impitoyable destruction dans un monde qui nous a couchés, encore à peine adolescents, sur des routes de fange et de nuit, et jetés en holocauste sur le rouge autel du dieu Mars ? Ceux qui ont souffert, ceux qui se sont damnés pour assouvir les ignobles passions de ceux qui gouvernent et président aux destinées des peuples, ont bien le droit de vengeance et de mort sur leurs propres bourreaux.

Mais, d'abord, il nous faut bien connaître ceux-ci, il nous faut déchirer le voile qui nous masque la face de ceux qui ont meurtri nos jeunes ans, car il est trop simpliste de jeter l'anathème sur des Poincaré, des Guillaume, des Habsbourg. Dans la formidable organisation de mort qu'est la société contemporaine, ces hommes-là ne figurent que comme les acteurs principaux du grand drame qui se joue. Jadis, après chaque défaite, après chaque guerre malheureuse, les soldats vaincus pouvaient s'en prendre à leurs chefs et se payer sur ceux-ci des déboires et des misères d'une campagne. Autrefois, le mécanisme politique qui assurait la direction de tout un peuple était fort simple ; il y avait une tête responsable ; il suffisait de frapper cette tête au nom de la loi du talion pour que la justice s'accomplisse. Il n'en est plus de même aujourd'hui où un mécanisme social tout à fait compliqué engendre l'irresponsabilité des pouvoirs. C'est pourquoi faire supporter tout le poids de la guerre à des Poincaré et à des Guillaume, ne peut être qu'un procédé démagogique à la portée des politiciens de toutes nuances.

En les frappant, on ne frappe que les effets et non la cause. Et nous qui

avons souffert de la guerre, qui l'avons vécue et qui avons pu en pénétrer toute la tragique horreur, nous voulons nous attaquer à la racine même du mal.

La grande force qui domine le monde, c'est l'Argent.

Pour tuer la guerre, il faut donc tuer le capitalisme.

Pour cela, il n'y a qu'un moyen : l'organisation internationale des travailleurs sur la base économique qui seule peut faire échec à la volonté du capital, lequel est lié solidement sur cette base par dessus toutes les frontières.

En cet anniversaire d'un des jours les plus affreux de l'histoire, nous ne nous bornerons point comme certains, à partir en guerre contre les chefs d'Etat et les social-traitres de tout acabit. Il n'y a que les gens ambitieux, avides de pouvoir, qui puissent faire montre d'un tel illogisme. Car de quel droit ceux qui n'étaient pas au pouvoir en 1914, mais qui sont partis irréductibles de prendre le pouvoir pour amener la fin de la guerre et faire notre bonheur, viennent bayer sur les hommes qui à la face des siècles portent la responsabilité de la tuerie mondiale ? Seuls possèdent ce droit, ceux qui veulent détruire tous les pouvoirs et montrer aux hommes les routes ardentes et pleines de lutttes par où ils pourront s'élever vers l'avenir et conquérir à l'humanité de plus larges horizons.

Le problème social, en effet, est vaste, et la cruelle leçon d'hier nous enseigne que tant qu'il y aura des hommes, des peuples et des races qui marcheront en troupeaux derrière leurs bergers ou leurs chefs, la guerre restera éternelle. Car le mal vient des gouvernants et des maîtres de toutes nations et de toutes classes, qui sont passés experts dans l'art d'inoculer à leurs moutons, à leurs troupes, leurs propres haines et leurs propres ambitions.

Le monde, notre monde, est ravagé par la Haine insatiable et jamais assouvie ; haines nationales, haines politiques ou philosophiques, toutes concordent à maintenir et à perpétuer les divisions entre les hommes, à séparer en tronçons le grand corps saignant et douloureux de notre malheureuse humanité.

Notre mouvement ouvrier international en a fait déjà la dure expérience ; et à mesure que les haines nationales s'éteignent, les haines politiques se ravivent plus fortes encore que les autres ; c'est à désespérer de tout ; on dirait que le malheur s'acharne sur tous nos efforts, sur toutes les tentatives d'harmonie.

Demeurons donc pessimistes, et ne nous fions point trop à ceux qui s'élèvent contre la guerre des races alors que toute leur action se concentre pour provoquer la guerre au sein même du prolétariat. Quand ceux qui parlent au nom de l'humanité et qui prétendent conduire les producteurs vers leur affranchissement auront fait taire leurs ambitions inavouables et mis un frein à leurs appétits personnels, nous pourrons alors parler de concorde et de paix.

Face au grand crime d'hier, face à tous les gouvernements fauteurs de guerres et de haines entre les peuples et les hommes, les anciens combattants de tous les pays doivent aujourd'hui élever leur protestation vigoureuse, et jurer sur les cadavres des quinze millions d'assassinés de leurs frères de lutte, de réserver à l'avenir leurs coups contre ceux qui auraient l'audace de les armer à nouveau. Plus que jamais, nous devons nous souvenir de l'effroyable martyre qu'endura notre ardente jeunesse. Plus que jamais, nous devons nous rappeler les scènes d'horreur et les affreux carnages dont nos yeux d'enfants furent témoins.

Jusqu'au plus profond de nos cœurs doit pénétrer la lancinante douleur des enfers que nous avons traversés, et la vision atroce des mêlées meurtrières peuplées de cauchemars sans nom et de remords les dernières nuits qui nous restent à vivre. Il ne faut pas oublier : plus forte que nous, que notre volonté, plus brûlante même que le remords qui déchire nos âmes douloureusement saignantes, la voix des morts, sans trêve et sans repos, nous crie de nous armer pour la grande revanche des soldats : cette silencieuse armée de l'Histoire.

Trop longtemps nous nous sommes tus, acceptant sans faiblir tout le poids de l'immense fatalité. L'heure est venue de nous dresser aujourd'hui, le fer et la foudre au poing, pour briser le mensonge d'en-haut et l'aveugle destinée qui nous écrase.

J. BAILLOT.

Quai de Valmy des flics assassinent des ouvriers italiens

Dans la nuit de jeudi à vendredi, vers minuit, une véritable fusillade réveillait en sursaut les habitants du quai de Valmy et de la rue des Vinaigriers. Des bruits de pas précipités, des cris de douleur, que se passait-il donc ?

Voici les faits dans leur brutalité. Le service nocturne, le flic à bicyclette Genilloud et le garde républicain Laibesque lui aussi monté sur sa silencieuse « bécanne », rôdaient sur le quai de Valmy, jetant des regards soupçonneux à droite et à gauche. Ils aperçurent quatre ombres le long du canal. Les flicards, revolver au poing, se précipitèrent. Les ombres se mirent à fuir. Des coups de feu alors furent tirés.

Les agents prétendent que les fugitifs tirèrent les premiers. Mais le résultat est là. Pas un seul des flics n'est atteint, tandis que deux, au moins, de ceux qui leur servent de cible, sont gravement blessés. L'un est un ouvrier maçon, d'origine italienne, du nom de Peruzzi et demeurant 21, rue Vic d'Azir. Il a été transporté à l'hôpital Saint-Louis où son état est jugé fort grave.

L'autre est un Italien lui aussi, Guido Dianelli, âgé de 24 ans, demeurant 87, rue Duclot.

L'agression policière ne fait donc aucun doute. Il n'est pas prudent de se promener sans méfiance, pour prendre le frais, sur les quais de Paris. On risque d'y tomber sous les coups imbéciles d'une flicaille qui ne trouve son plaisir qu'à jouer du « rigolo » à tort et à travers.

Doux pays !

LE FAIT DU JOUR

Droit de tirer

Quand le forçat Mourey fut traqué par les inspecteurs de la Sûreté, à Gournay-sur-Marne, immédiatement ceux-ci couchèrent sous le tir convergent de leurs browning l'homme qu'ils devaient arrêter. Et cependant, Mourey, qui n'avait jamais tué personne, affirme qu'il n'usait, à ce moment-là, d'aucune arme. Devant le juge d'instruction et devant les jurés d'assises, les flics ont fait d'affirmer que l'ex-bagnard avait un revolver et qu'il en avait joué le premier. « On trouva, dirent-ils, l'arme sous l'homme abattu. » Et Mourey eut beau se défendre en criant que ce browning avait été placé là par les policiers eux-mêmes, ces braves gens du jury ont cru les défenseurs de l'ordre : ils ont condamné à mort le « bandit ».

L'affaire du quai Valmy, au cours de laquelle deux ouvriers italiens sont tombés sous les balles des flics, dénonce le même système d'assassinat policier. Les agents ont prétexté la légitime défense. Aucun d'eux n'a été atteint, mais, en l'absence de tout témoignage, ils assurent que leurs victimes ont tiré les premières. Et si une arme a été retrouvée dans la poche d'un des malheureux travailleurs arrêtés pendant la chasse à l'homme, nous avons tout lieu de supposer qu'elle y a été déposée par les flics eux-mêmes.

Ces deux drames en nous édifient encore un peu plus sur l'ignoble mentalité des gens de police, nous font comprendre avec quelle facilité les inspecteurs de la Sûreté générale ont pu abattre, dans la boutique de l'ignoble mouchard Flotter, le pauvre petit Philippe Danet.

Assassiner un réfractaire, un subversif ou un simple suspect d'illégalisme, au moindre geste de défense ou de fuite, voilà qui est dans les mœurs des chiens de chasse du Capital et de l'Etat.

Mais, quelquefois, — retour des choses d'ici-bas, — il leur arrive de tomber sur un Liabeuf. Et le moins qu'on puisse dire, en pareil cas, n'est-ce pas, en toute justice, qu'ils ne l'ont pas volé !

COTTIN est gravement malade

De source très sérieuse des renseignements nous sont parvenus qui mettent l'alarme dans nos cœurs :

Notre cher Cottin, qui est emprisonné depuis plus de cinq années et soumis au déprimant régime cellulaire depuis deux ans, est atteint d'une cruelle maladie.

Notre grand ami n'est pas inguérissable si immédiatement des soins dignes de ce nom lui sont accordés. Le ministre de la Justice, mis au courant de l'état de santé de notre camarade, a promis, avant-hier, de faire visiter Cottin par un autre médecin que celui de la Maison Centrale de Melun.

Il faut que cette visite médicale se produise sans délai si personne ne souhaite que Cottin entre à jamais dans la nuit.

Nous nous adressons aux quelques journaux qui habituellement n'hésitent pas, dans des cas semblables, à se joindre à nous pour réclamer contre les lenteurs ou le mauvais vouloir des dirigeants, et nous les prions instamment de demander avec nous pour Cottin les soins urgents que nécessite sa santé chancelante.

LE LIBERTAIRE.

La répression bolcheviste sévit en Ukraine

Nous recevons de Berlin, la lettre suivante :

« Chers Camarades,

« De source très sûre, nous avons reçu de l'Ukraine les tristes nouvelles que voici : « La Tcheka a opéré des arrestations à Kharloff. Parmi les copains qui sont tombés dans les sales patées de la police, nous apprenons les noms de J. Reidman, jeune libertaire, ouvrier, ancien membre de la Confédération « Nabat » ; Boris Lipowetzky, qui était, avant la révolution, un militant très actif parmi les G. W. W., à Chicago, et Nemeretzky. Plus nombreuses encore furent les arrestations à Kieff. Là, furent écroués : Olga Taralouta, militante libertaire très connue (a passé plusieurs années dans les bagnes tsaristes) ; Nouchim Driker, pareillement ancien bagnard ; le poète Anatole Konssé, libertaire individualiste, malade de la poitrine ; Fanny Aurovskaya, Anton, Mikhaïl Beliaeff, Bassia, plusieurs autres ouvriers et un groupe de jeunesse anarchiste.

« Tous ces camarades sont sous la menace d'être expulsés dans les confins froids et morbides de la Russie. Olga Taralouta, Driker, Konssé et Aurovskaya sont malades. Tous ont besoin de pain et d'un peu d'argent.

« Salut fraternel.

« Marc MRATCHNY,

« Secrétaire du Comité. »

.....
Nous sommes des contre-révolutionnaires, Mais...

C'est l'ambassade russe à Berlin, qui reçoit la visite du nonce apostolique du Vatican Monseigneur Pacelli.

LES PATRIOTES



LE SENAT. — Ceux qui refusèrent de tuer à la guerre n'ont droit à aucune clémence.

M. Albert Sarraut en accusation

Sous ce titre, un journal indo-chinois, *La Voie Libre*, annonçait, le 26 avril 1923, la vente toute récente, à Bordeaux, comme vieille ferraille, pour 350.000 francs, de l'Indo-Chine, le fameux bateau de la fameuse flotte indo-chinoise créée par Albert Sarraut.

Quel symbole ! Quelques années auparavant, en 1918, le gouverneur général Albert Sarraut avait envoyé au Japon un de ses amis faire l'acquisition d'un vieux cargo, hors de service, l'*Ukat-Maru*. Et Albert Sarraut avait fait verser à son compère, par le budget de l'Indo-Chine, quatorze millions de francs !

Cette ignoble combine, car « Il y eut entre le prix d'achat et celui de vente un écart de plusieurs millions », fit l'objet de quelques pages intéressantes de l'histoire du régime Sarraut, qu'écrivait alors Camille Aymard, sous le titre « de l'or, de la débauche, et du sang ».

Ainsi cet *Ukat-Maru* devenu l'Indo-Chine fut pour la colonie une perte sèche de 13.700.000 francs, sans compter le prix des invraisemblables réparations qu'on dut faire à ce rafiot qui ne put jamais naviguer. Mais on a vu que ces millions ne furent pas perdus par tout le monde.

Et la *Voie Libre* écrivait :

« Que va faire notre député devant ce scandale sans précédent ? Une interpellation ? Non, ce serait trop commode. Il lui faut demander la mise en accusation de cet ancien gouverneur général, aujourd'hui ministre, réunir tous les tripotages du même genre — et il y aurait du travail — puis une enquête, un jugement, et l'exécution ! Sous la Convention, Albert Sarraut eût été guillotiné sur l'heure ! »

Le journal rappelait différentes affaires de même genre :

« En 1923, Mission Candelier, 5.000.000 pour godailler ; en 1923, 30.000.000 à Dalat, 6.000.000 de bénéfices minimum (garantis par la colonie) ; en 1923, vente du port de commerce de Saigon ; en 1923, cession honteuse du canal de Cholon ; en 1923, maison achetée pour la crémaillère de Dalat ; en 1923, chemins de fer cochinchinois, tout cela sans adjudications, sans concurrence, entre amis. »

Parlant de ces deux sinistres détracteurs Sarraut-Baudouin, il ajoutait :

« Ce n'est plus le balai, ni les pincettes qu'il nous faut pour les Sarraut, les Baudouin... c'est le fer rouge en pleine gangrène ! »

En encore, s'adressant à Albert Sarraut lui-même, la courageuse *Voie Libre* s'exprimait ainsi (10 mars 1923) :

« Le réquisitoire continue à se dresser lentement, hélas ! mais implacable, contre votre triste personnalité.

« Personne n'a oublié vos noces crapuleuses à Saigon, les tableaux vivants de Hanot, et certaines nominations ou avancements scandaleux. Pas un Français ne vous pardonnera vos nuits de ripailles à Bordeaux, au moment où 20.000 soldats français tombaient chaque jour en première ligne.

« Vous êtes revenu de Washington définitivement coté, jargé, jugé, et là encore cette bonne poire d'Indo-Chine vous envoyait dix mille dollars (cent mille francs) d'argent de poche... ou de lit. Après tous ces gestes si beaux, si nobles, si bien en harmonie avec le texte de vos discours, surtout, vos actes officiels vous campent en beauté. Personne n'a oublié avec quelle rapidité furent remboursés les héritiers Bertheaux, auteurs d'une saisie-arrest sur vos appointements à votre arrivée en Indo-Chine ! (Voir les campagnes célèbres et retentissantes du *Cri de Saigon*).

« Vous comptez sur l'Indo-Chine agrandie pour venir vous dédommager. Eh ! Eh ! Cette colonie pourrait bien, elle aussi, dans une manifestation générale et publique d'écoeurement, crier en France : « A la porte Sarraut, nous n'en voulons plus », et nous verrions alors si le Gouvernement oserait passer outre, et vous imposer. »

Nous ne pouvons mieux faire, quant à nous, que de dédier tout cela à MM. Herriot, président du conseil, et Daladier, ministre des colonies.

CHEZ LES FAISEURS DE LOIS

La dernière séance

La Chambre s'est séparée hier à on ne sait jusqu'à quand ; lorsqu'il plaira à son Président Poincaré et à M. Herriot de la convoquer, ainsi elle a décidé.

Pour ce qu'elle est susceptible d'accomplir elle peut demeurer longtemps en vacances, ça ira toujours aussi bien sans elle — aussi mal plutôt !

Hier, elle a fagoté quelques brouilleries, et, pour n'en point perdre l'habitude, elle s'est déculottée encore devant le Sénat. Et ce à propos de la loi des loyers. Vous le savez : il n'y aura plus de dérogations de plein droit et il n'est pas vrai que vous serez à l'abri des expulsions pendant trois mois ; les sénateurs ont dit — au grand plaisir des proprios — que les expulsions pourront reprendre de plus belle, dès le 31 août, et les députés ont répondu amen !

L'ANTIPARLEMENTAIRE.

Les mercantis sont sauvés et les sénateurs vont en vacances

Qu'en pensent les ouvriers du Havre?

Une journée contre la guerre

maîtres, les dirigeants, les capitalistes pour avoir toutes les audaces et même tous les cynismes ? Le Père Peinard d'Angers.

re les réalités de l'existence et eux. Ils se contentent de chercher dans un livre mort la cote exacte — la cote mal taillée — qui

Il voulait sans doute dire : à cause du danger qu'ils courent, car cet austère ma-

Trêve de verbalisme

A propos du
« Drame d'être deux »

La désespérance

mour est bien triste, bien cruelle, même
s'il y en a qui préfèrent mourir.

On pourrait ajouter une quatrième raison, d'ordre social. La Loi ayant fait de la

faut l'avouer, ne milite en faveur de l'homosexualité chez l'homme, et je ne vois, pour l'expliquer, que les raisons d'ordre général

pas. Mais l'étude de cette question nous amènerait à celle du déterminisme. Ce sé-

Ce farouche prédicateur est M. Marcel Chose-Machin en personne. Hein ! quel enseignement pour l'histoire révolutionnaire

de ce missionnaire aient une dose de crétinisme au moins égale à la dose de cynisme que possèdent Machin Chose et Cie. Ah ! si un peu de lumière pouvait briller

N'oubliez pas
la thune mensuelle!

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

La France serait-elle la puissance la plus réactionnaire du monde, et les hommes qui président aux destinées de la République ne cherchent-ils qu'à déchaîner en Europe un nouveau carnage ?

En ces jours de triste anniversaire, où nous pleurons les millions de morts sacrifiés à l'idole patrie, de l'autre côté de la Manche, la diplomatie cherche à concilier les intérêts opposés du capitalisme mondial, comprenant qu'une nouvelle guerre pourrait marquer la fin du règne de l'Arbitraire et de l'iniquité. Dans l'incertitude de l'avenir, nos yeux malgré tout se portent sur la capitale britannique, et nous nous demandons avec angoisse si la rapacité de certains groupes financiers ne va pas inonder à nouveau le sol européen du sang prolétarien.

La France républicaine confiante en la veulerie de son prolétariat inorganisé, devient chaque jour un peu plus exigeante, et alors qu'hier elle ne réclamait que l'application pure et simple du ridicule traité de Versailles, voilà qu'aujourd'hui, après avoir obtenu satisfaction, elle demande que lui soient assurés, après les délais prévus par le traité, les marchandises et produits allemands dont elle aurait besoin.

Les prétentions du Gouvernement français n'ont qu'un but : le refus de l'Allemagne.

Toute la politique suivie depuis plus de trente mois par Poincaré se poursuit aujourd'hui sous le gouvernement d'Herriot. La finance et l'industrie françaises craignent le relèvement économique de l'Allemagne, et la puissance des masses de forces se moque des hommes politiques — fussent-ils sincères — qui espèrent encore sauver la situation et assurer la paix autour du tapis vert.

A l'heure où des discours pompeux et vides célèbrent l'anniversaire de Jaurès — l'Homme de la paix dit-on — dans les antichambres ministérielles, se préparent les guerres futures.

L'Empire anglais, menacé dans son hégémonie par les Indes qui réclament la liberté, par l'Irlande qui se révolte, et l'Egypte qui ne veut plus se courber, s'arme jusqu'aux dents pour conserver sa suprématie sur le monde ; l'Italie de Mussolini ne rêve que de conquêtes ; et la France républicaine, qui a semé la haine dans le cœur des peuples d'outre-Rhin, va se dresser demain les hordes nationalistes d'Allemagne, entraînant derrière elles le pauvre peuple affamé, grisé de mensonge et de démagogie.

Et une fois de plus, les hommes se ruent au carnage sous la conduite des mauvais bergers pour défendre une cause qui n'est pas la leur, et le prolétariat se laissera saigner comme un vil troupeau.

L'avenir est sombre. De l'Est à l'Ouest, et du Nord au Sud, étouffant les cris de paix, le cliquetis des armes jette sa note grave. L'armure d'acier dont se couvrent les "pacificateurs" détruira l'humanité. La paix armée, ce n'est pas la paix, mais la guerre, et si la guerre n'est pas la Révolution, elle est l'esclavage pendant des années et des années, et la triomphe de l'esprit rétrograde sur l'idée nouvelle.

Il ne suffit plus aujourd'hui de crier « à bas la guerre », mais d'envisager ses possibilités. Ne plus fabriquer d'engins de guerre, libérer le salin. Chaque homme de cœur devrait le comprendre et refuser de fournir au capitalisme meurtrier les outils dont il se servira demain pour nous abattre.

J. G.

IRLANDE

DUBLIN DANS L'OBSCURITE

Dublin, 1er août. — La grève des travailleurs municipaux de la ville s'est étendue aujourd'hui aux usines électriques. Les stations distribuant l'énergie et la lumière électriques ont fermé leurs portes.

BRÉSIL

LA LUTTE CONTINUE

Le « New-York Herald » écrit : « Le général Lopez qui est à la tête des insurgés brésiliens tente de forcer le passage pour atteindre la ville de Porto Alegre qui est située à 160 milles au nord est ».

de Rio Grande. Son intention est d'y établir un nouveau gouvernement.

« Porto Alegre est une ville propre, salubre et prospère, elle possède un évêché, une cathédrale et une école latine. Elle tire ses principales ressources des industries du tabac, du thé et des cuirs. »

« On annonce que le général est à la tête de forces imposantes et que l'armée des rebelles à Rio Grande augmente de jour en jour. »

ÉTATS-UNIS

IL FAIT CHAUD A NEW-YORK

New-York, 1er août. — Un soleil brûlant a fait monter hier le thermomètre jusqu'à qu'on ait enregistré cette année à New-York.

A l'ombre on a observé officiellement une température de 91 degrés F.

Dans les quartiers populaires de New-York un grand nombre de personnes fuyant la chaleur insupportable des appartements, ont passé la nuit dans les parcs et les squares — d'autres sont allées chercher un peu de fraîcheur sur les plages de Manhattan et de Coney Island.

ALLEMAGNE

M. KRASSINE A BERLIN

Berlin, 1er août. — Le commissaire du peuple russe, M. Krassine, est arrivé hier à Berlin. Son voyage n'a aucun caractère politique.

Non. C'est simplement une petite promenade, comme peut s'en permettre tout ouvrier travaillant dans la République ouvrière russe, probablement.

A TRAVERS LE PAYS

UNE CHASSE AUX FAUVES

Charolles, 1er août. — Une ménagerie foraine se rendait, aujourd'hui, dans un village voisin, lorsqu'un mulet, accablé d'un cheval, qui traînait la cage des lions, fut piqué par une mouche. L'animal lança une ruade qui brisa les parois de la cage laissant ainsi le passage libre à quatre lions qui s'échappèrent.

Les fauves sautèrent aussitôt sur le mulet qu'ils dévorèrent. Effrayé, le cheval s'emballa et se jeta dans le canal. Il fut noyé.

Les lions s'enfuirent et des battues furent aussitôt organisées par les gendarmes et de nombreux habitants, car on craignait qu'ils ne pénétrant dans la grande forêt d'Etat de Charolles. Ils furent heureusement abattus à Bolesfray et le Pont-de-Bord.

VIOLEE DANS UN TRAIN

Strasbourg, 1er août. — Une jeune fille de 17 ans a été victime d'un attentat dans le train, entre Melshiem et Sélestat.

Elle était seule dans un compartiment de 3^e classe, quand un inconnu y entra tout à coup et, saisissant un coïls qui se trouvait dans le filet des bagages, il lui jeta à la tête. Puis, après une courte lutte, il la viola. La jeune fille perdit alors connaissance. Quand, quelques minutes après, elle revint à elle, l'ignoble individu avait disparu.

A la gare d'Epfig, la jeune fille réussit à ouvrir la portière et à appeler au secours. Elle a déposé une plainte contre inconnu, et a pu donner le signalement exact de son agresseur.

CONTRE LE FAVORITISME

Charleville, 1er août. — Le Syndicat des Instituteurs et Institutrices ardennais, qui groupe 500 membres, a voté en Assemblée générale un article additionnel à ses statuts « décidant de lutter contre la plaie du favoritisme, de s'engager sur l'honneur à ne jamais demander de faveur directement à des personnages politiques et à faire le comité seul de la section syndicale interprète de leurs revendications ».

ENCORE UN TAMPONNEMENT

Par suite d'un faux aiguillage, dont les causes n'ont pu être encore nettement déterminées, le train n° 78, express Toulouse-Paris, est entré, à Gourdun, la nuit dernière, sur une voie de garage déjà occupée par un train de marchandises.

Dix voyageurs ont été très légèrement blessés.

Alcool et stupéfiants

Ce sera l'honneur du Libérateur d'avoir, le premier de tous les organes ouvriers, donné la plus large et la plus cordiale hospitalité dans ses colonnes à l'antialcoolisme alors que certains organes qu'on dit avancés et qui se prétendent les défenseurs du prolétariat ne donnaient que des communiqués tronqués de notre mouvement qui les dépassent tous les jours.

Nos affiches ont été sabotées, notre mouvement tourné en ridicule par des « journaux » en mal de copie.

On a voulu, comble d'astuce, ignorer une organisation internationale de 800.000 membres ne comprenant dans son sein aucun marchand de « gnôle » ou de « pinard » et aucun tenancier d'abruti.

Alors que les contre-prohibitionnistes possèdent des millions et des organes puissants et tentent pour le surplus d'acheter la presse achetable.

Notre pauvre petit et vaillant organe qui n'a que la modeste « thune » pour subsister n'a pas craint, lui pauvre « pygmée », de s'attaquer à ces géants maléfiques.

La conférence qui eut lieu samedi au Musée Social, 5, rue Las-Cases, fut son œuvre et dans trois numéros différents et suivis il fit appel aux prohibitionnistes, aux végétariens et aux éspérantistes pour venir entendre tour à tour les docteurs Capart, de Bruxelles, Brabant, de Saint-Quentin, Bougry, de Brest, le pasteur Chaudron, X..., de Bâle, la camarade Maréchal, le chef de la Ligue prohibitionniste et notre sympathique Daude-Bancel qui nous fit avec sa verve coutumière un magnifique exposé de la lutte contre l'alcool par la femme et l'enfant.

Le lendemain, dans la matinée, une autre réunion des membres de l'ordre international des Bons Tempeliers, eut lieu avenue du Maine.

Et pour clore la série de leurs travaux les « étranges » individus, oh combien ! que nous sommes se réunirent à Villejuif au domicile du Dr Legrain pour là, clore leurs travaux dans une atmosphère de fraternité élevée et plus d'une fois notre grand maître nous fit entendre une humanité meilleure où le pinard et les cirques ne constituaient pas le summum de la culture et de la civilisation mais bien une époque où l'esprit dominerait la matière au lieu d'être dominé par elle.

Denis ROUX.

P. S. — Soit dit en passant : la V. O. qui fait siennes les suggestions du Congrès des ouvriers viticoles où il est question de demander pour les ouvriers de 14 ans, prenant part aux vendanges 14 francs et 2 litres de « pinard » et pour les adultes 24 fr. et 3 litres me semble aller un peu fort et je crains bien que si elle persévère dans cette attitude le 1er Mai communiste n'ait rien à envier au 14 juillet bistrocraïque.

Libre Pensée

Les membres du groupe de Paris et banlieue de la Ligue d'Action antichrétienne sont instamment priés de vouloir bien se joindre dimanche 3 août aux libres penseurs du Groupe Littre et des autres organisations pour le dépôt d'une palme sur la statue d'Etienne Dolet, Rendez-vous Parvis Notre-Dame, à 9 h. 45 du matin.

Sentiments fraternels.

Pour le groupe : Julia BERTRAND.

LEURS DIVIDENDES

UN OUVRIER TUE PAR L'EXPLOSION D'UNE MACHINE

Nevers, 1er août. — Pour une cause encore inconnue, le volant de force motrice de la scierie Pruneyaux, à Nolay, a fait subitement explosion, projetant en toutes directions des éclats de fonte.

L'ouvrier Charles Couchiau a été atteint par l'un d'eux, et le crâne entièrement défoncé, est mort sur le coup.

UNE CHAUDIERE ECLATE

Hier matin à six heures, aux usines Goodrich, 221, boulevard de Valmy, une chaudière horizontale de séchage des chambres à eau a explosé.

L'ouvrier Marcel Maracé, 27 ans, demeurant passage Geneviève à Colombes, a été tué.

Un ingénieur des mines a été chargé de faire une enquête. Il semble que l'explosion soit due à une imprudence. Le couvercle de la chaudière aurait été mal serré et, sous la pression de la vapeur, aurait sauté.

En lisant les autres...

Dogmatisme et traditionalisme

Le Quotidien donne une interview de Miguel de Unamuno parue dans les Nouvelles Littéraires. Nous en détachons le passage suivant sur la révolution russe et l'esprit de tradition, esprit éternel comme le cours de l'Histoire lui-même :

« La révolution russe ? Qui sait ce qui s'est passé ? Les Russes eux-mêmes qui l'ont faite ne le savent pas. C'est la dernière floraison — sanglante celle-là — de ce que nous appelons l'esprit européen, de la contradiction intime de notre civilisation occidentale. Il faudra que la révolution russe devienne un état permanent. Sinon, après être passée par elle, nous tomberions dans un sommeil sans rêve. La révolution, d'ailleurs, est déjà notre tradition. Est-ce qu'il, en France, la grande révolution, celle de 89, n'est pas une tradition aussi traditionnelle et aussi liturgique que les plus liturgiques traditions catholiques ? »

« Lorsqu'on parle de tradition et de progrès en voulant les opposer, on oublie que ce qui progresse c'est la tradition. Un jour viendra où l'œuvre du bolchevisme sera la tradition et où un balcheviste sera un traditionaliste. »

Rien de plus vrai. La révolution russe n'est que la continuation des mouvements sociaux du passé. A elle aussi, il lui faut s'appuyer sur la tradition pour se survivre. Et elle mourra, elle retournera à la réaction, parce qu'elle veut enchaîner la pensée en proclamant les dogmes nouveaux :

« Le plus grand ennemi de l'eupéanisme, c'est celui qui croit être né en possession de la vérité absolue, le dogmatisme fanatique et intrinsèque. Vous ne parlez de discipline ? Discipline dérive de disciple. Le disciple suppose un maître. Qui osera se présenter comme le Maître ? »

« Nous sommes tous disciples les uns des autres, et il n'y a d'autre maître que celui qui nous parle par les mystères. Chacun donne une interprétation du mystère. Quelle est la vraie ? Aucune, peut-être ; peut-être toutes. La lutte des diverses interprétations fait le progrès et le progrès fait la tradition du mystère qui consiste à demeurer toujours plus mystérieux. »

Il n'y a en effet pas de vérité, même scientifique. Le temps détruit tout, et ce qui pouvait être vrai hier devient erreur aujourd'hui. C'est la théorie du relativisme en toutes choses. C'est d'ailleurs la meilleure manière de comprendre le vrai sens de la vie, le vrai sens du rythme social.

On demande un dictateur

La Liberté est un organe bien pensant, partisan de l'ordre, de la loi, de la dictature de prétendues élites s'appuyant sur l'ignorance et l'aveuglement du grand nombre. C'est pourquoi, son digne directeur, M. Aymard, dit Camille, se met en nage pour nous sortir ce galimatias :

Quand, dans un pays qui ne veut pas mourir, l'Etat fait défaut à ses devoirs essentiels, une réaction s'organise spontanément pour se substituer à l'Etat défaillant.

Les premiers symptômes d'un redressement national se font déjà sentir en France, où les élus du 11 mai ont bien vu perdu tout prestige et toute autorité. Hier, notamment, M. Marly, ayant été à Nancy, fait l'apologie de la destruction, a été sévèrement malmené par l'apollon, révolté de voir, si près de la frontière allemande, maufaire la patrie invengée.

Comme la population de Nancy a chassé le traître Marly, le peuple français ne tardera pas à chasser du pouvoir le ministre du « Bonnet Rouge », la Victoire », rappelait, hier, que M. Dalbiez, ministre des régions libérées, et, comme M. Herriot, ancien rédacteur politique du journal défaitiste d'Almeryda et de Duval, avait prononcé le 1er mai 1922, ces abominables paroles : « Les mulins de la mer Noire, tous les républicains doivent élever des statues, parce qu'ils ont en le courage de faire ce que nous avons été trop lâches pour accomplir nous-mêmes ».

Quoi donc ? Se révolter contre la France en pleine guerre, désertier à Tennemi, trahison ! Voilà, n'est-ce pas vrai ? un digne ministre de M. Herriot. Comme on comprend que ces anciens collaborateurs d'Almeryda tiennent tant à cœur de réhabiliter les traitres, amnistier les déserteurs, les insoumis.

Peuple français, quand chasseras-tu toute canaille ? Souviens-toi de la parole de Disraeli : « Ce qui fait la force d'Angleterre, c'est que chez elle les honnêtes gens ont autant d'audace que les coquins. »

Comme en l'occurrence, les coquins sont ceux qui ne pensent point de la même façon que les honnêtes lecteurs de la Liberté, — car dans ce torchon, tout le monde est honnête, y compris le directeur, — le sieur Aymard, qui a horreur de la racaille, c'est-à-dire de la classe productrice, s'adresse aux oisifs et aux désœuvrés pour implanter en ce pays les méthodes qui ont si bien réussi en Italie. Ce plumeux rageur parle au nom du peuple, tout comme d'autres parlent au nom du prolétariat, sans même

connaître la vie de ce peuple, sans même savoir ce qu'est seulement le travail. Car si ce gredin avait peiné depuis son enfance et gagné son pain à la sueur de son front, il n'éprouverait pas le besoin de haïr ceux qui veulent être internationalistes malgré tout, malgré la sottise et la méchanceté des hommes.

Pauvreté de leur syndicalisme

De Joulhaux, dans le Peuple :

L'Humanité a commencé à s'organiser, le droit international s'élabora et il dépend de la volonté des peuples, agissant sur leurs gouvernements, pour que le recours obligatoire à l'arbitrage pour tous les conflits entre nations devienne une réalité bienfaisante.

« Que la force soit exclue de la solution des conflits que la raison peut résoudre. » Plus qu'aucun autre groupement social, la classe ouvrière doit aspirer à l'avènement de la paix véritable, car c'est seulement dans la paix que l'humanité sera libérée de toutes les servitudes, que l'humiliant servage du « salariat » pourra être aboli.

La Paix, pour nous, travailleurs, ce n'est pas seulement la concorde entre les hommes, c'est l'accession du producteur à la pleine personnalité humaine.

Le prolétariat universel doit être uni, il doit constituer l'avant-garde des élites qui, dans chaque pays, croient que la « grande Paix humaine est possible » et veulent la réaliser.

C'est dans cet esprit et pour ces buts que le prolétariat participe à cette manifestation du souvenir de Jaurès.

Quand on songe que nos syndicalistes de la rue Lafayette en sont encore à croire que l'arbitrage entre nations pourra éviter les conflits, on demeure rêveur. Quoi ! le grand drame et la tragique réalité de la lutte pour la vie ne leur ont point montré du tout l'humanité de pareilles solutions !

Nous savons également que les travailleurs aspirent à la paix ; mais il y a ici-bas une classe qui n'y aspire pas, elle, à la paix, car elle ne peut faire ses affaires que dans le malheur universel et le sang des pauvres. Et cette classe-là, cette classe des maîtres et des vampires ne sera pas brisée par un prolétariat imprégné de l'esprit de Jaurès et du vague pacifisme des gens du Peuple, mais seulement par un prolétariat qui, connaissant à fond toute l'infâme machinerie sociale qui le broie dans ses rouages, saura se dresser tout entier et mener avec fougue et héroïsme une âpre bataille de classes. Hors de là, ce n'est que rature et creuse rhétorique.

Le Bloc ouvrier et l'Amnistie

M. Marcel Cachin, dans l'Humanité, veut bien se donner la peine de nous apprendre que le Bloc des Gauches n'a pas fait tout son devoir au sujet de l'amnistie.

Avant de s'ériger en censeur et juger les autres notre digne jusqu'au boutiste aurait bien dû demander au gouvernement bolcheviste de montrer le chemin de l'amnistie aux gouvernements bourgeois. La position de son journal, sur cette question, prêterait ainsi beaucoup moins à équivoque et enlèverait à la réaction tous ses meilleurs arguments :

Etant donné l'importance extrême de ce problème, il était du devoir du gouvernement et de sa majorité à la Chambre de faire un effort vigoureux sur le Sénat pour que l'amnistie n'y fût pas accrochée et chavirée. Le Sénat possède, dit-on, une majorité radicale et socialiste. Si la Chambre avait donné mandat aux ministres de poser au Luxembourg la question de confiance le Sénat n'aurait jamais osé renverser Herriot sur un semblable vote. Mais le gouvernement et la majorité de la Chambre ont manqué de clairvoyance et de courage. Nul effort ne fut tenté à l'assemblée du Luxembourg qui, dans cette carence du pouvoir, a saboté l'amnistie. Tels sont les faits évidents, simples et clairs.

Les communistes ont voulu blâmer les ministres qui ont ainsi laissé balancer la volonté ouvrière. C'était le moins qu'ils pouvaient proposer. Mais réactionnaires, radicaux et socialistes se sont unis pour repousser le blâme et pour approuver le gouvernement.

C'est bien ! La classe ouvrière jugera. Les socialistes étaient hier fort inquiètes des conséquences de leur attitude de soutiens du pouvoir en cette occasion. Leur chef Renaudel a tenté la diversion facile en fulminant contre les « bolcheviks » alliés de la réaction. Mais le tonnerre de M. Renaudel est en zinc ; depuis longtemps, il n'éclate plus que les nails, et son argument est vraiment trop gros et trop lourd.

Et le pauvre tonnerre du Bloc ouvrier-paysan de ses Chose et de ses Machin, s'il était bon à effrayer un peu Poincaré et son Bloc National, ne suffit plus du tout à faire trembler, même un tout petit peu, les hommes du Cartel des gauches. Ces derniers ont fréquenté Marcel et sa triste compagnie, et ils savent parfaitement que, à part de bons coups de gueule et beaucoup de bruit, l'équipe n'est capable de rien autre chose. Car s'il est facile de grouper derrière soi quelques troupes plus ou moins dispersées, il est moins aisé de réunir une solide groupement d'hommes d'action.

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 2 AOUT 1924. — N° 45.

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

PREMIERE PARTIE

LES DEUX POÈTES

— Je croyais tant en vous ! dit-elle. M. de Cante-Croix avait une mère qu'il idolâtrait, mais, pour obtenir une lettre où je lui disais : Je suis contente ! il est mort au milieu du feu. Et vous, quand il s'agit de voyager avec moi, vous ne savez point renoncer à un repas de noces !

Lucien voulut se tuer, et son désespoir fut si vrai, si profond, que Louise pardonna, mais en faisant ressentir à Lucien qu'il aurait à racheter cette faute.

— Allez donc, dit-elle enfin, soyez discret, et trouvez-vous demain soir à minuit, à une centaine de pas après Mansie.

Lucien sentit la terre petite sous ses pieds, il revint chez David suivi de ses espérances comme Oreste l'était par ses furies, car il entrevoyait mille difficultés qui se comprenaient toutes dans ce mot terrible : « Et de l'argent ? »

La perspicacité de David l'épouvantait si fort, qu'il s'enferma dans son joli cabinet pour se remettre de l'étourdissement que lui causait sa nouvelle position.

Il fallait donc quitter cet appartement si chèrement établi, rendre inutiles tant de sacrifices.

Lucien pensa que sa mère pourrait loger là, David économiserait ainsi la coûteuse bâtisse qu'il avait projeté de faire dans la cour.

C'était devant arranger sa famille, il trouva mille raisons péremptoires à sa fuite, car il n'y a rien de jésuite comme un désir.

Aussitôt il courut à l'Houmeau, chez sa sœur, pour lui apprendre sa nouvelle destinée et se concerter avec elle.

En arrivant devant la boutique de Postel, il pensa que, s'il n'y avait pas d'autres moyens, il emprunterait au successeur de son père la somme nécessaire à son séjour durant un an.

— Si je vis avec Louise, un écu par jour sera pour moi comme une fortune, et cela ne fait que mille francs pour un an, se dit-il. Or, dans six mois, je serai riche !

Eve et sa mère entendirent, sous la pro-

messe d'un profond secret, les confidences de Lucien. Toutes deux pleurèrent en écoutant l'ambitieux ; et, quand il voulut savoir la cause de ce chagrin, elles lui apprirent que tout ce qu'elles possédaient avait été absorbé par le linge de table et de maison, par le trousseau d'Eve, par une multitude d'acquisitions auxquelles n'avait pas pensé David, et qu'elles étaient heureuses d'avoir faites, car l'imprimeur reconnaissait à Eve une dot de dix mille francs. Lucien leur fit part alors de son idée d'emprunt, et madame Chardon se chargea d'aller demander à M. Postel mille francs pour un an.

— Mais, Lucien, dit Eve avec un serrement de cœur, tu n'assistas donc pas à mon mariage ? Oh ! reviens, j'attendrai quelques jours ! Elle te laissera bien revenir ici dans une quinzaine, une fois que tu l'auras accompagnée ! Elle nous accordera bien huit jours, à nous qui l'avons élevé pour elle ! Notre union tournera mal si tu n'y es pas. Mais auras-tu assez de mille francs ? dit-elle en s'interrompant tout à coup. Quoi que ton habit t'aille divinement, tu n'en as qu'un ! Tu n'as que deux chemises fines, et les six autres sont en grosse toile. Tu n'as que trois cravates de batiste, les trois autres sont en jaconas communs ; et tu n'as que deux mouchoirs ne sont pas beaux.

Trouveras-tu dans Paris une sœur pour te blanchir ton linge dans la journée où tu en auras besoin ? Il t'en faut bien davantage. Tu n'as qu'un pantalon de nankin fait cette année, ceux de l'année dernière te sont justes, il faudra donc te faire habiller à Paris, les prix de Paris ne sont pas ceux d'Angoulême. Tu n'as que deux gilets blancs de mettables, j'ai déjà raccommodé les autres. Tiens, je te conseille d'emporter deux mille francs.

En ce moment, David, qui entrât, parut avoir entendu ces deux derniers mots, car il

examina le frère et la sœur en gardant le silence.

— Ne me cachez rien, dit-il.

— Eh bien, s'écria Eve, il part avec elle !

— Postel, dit madame Chardon en entrant sans voir David, consent à prêter les mille francs, mais pour six mois seulement, et il veut une lettre de change de toi acceptée par ton beau-frère, car il dit que tu n'offres aucune garantie.

La mère se retourna, vit son gendre, et ces quatre personnes gardèrent un profond silence. La famille Chardon sentait combien elle avait abusé de David. Tous étaient honteux. Une larme roula dans les yeux de l'imprimeur.

— Tu ne seras donc pas à mon mariage ? dit-il, tu ne seras donc pas avec nous ? Et moi qui ai dissipé tout ce que j'avais ! Ah ! Lucien, moi qui apportais à Eve ses pauvres petits bijoux de mariée, je ne saisis pas, dit-il en essayant ses yeux, et tirant des écorces de sa poche, avoir à regretter de les avoir achetés.

Il posa plusieurs boîtes couvertes en maroquin sur la table, devant sa belle-mère.

— Pourquoi pensez-vous tant à moi ? dit Eve avec un sourire d'ange qui corrigeait sa parole.

— Chère maman, dit l'imprimeur, allez dire à M. Postel que je consens à donner ma signature, car je vois sur ta figure, Lucien, que tu es bien décidé à partir.

Lucien inclina mollement et tristement la tête, en disant un moment après :

— Ne me jugez pas mal, mes anges aimés.

Il prit Eve et David, les embrassa, les rapprocha de lui, les serra en ajoutant :

— Attendez les résultats, et vous saurez combien je vous aime. David, à quoi servirait notre hauteur de pensée, si elle ne nous

permettait pas de faire abstraction des petites cérémonies dans lesquelles les lois entortillent les sentiments ? Malgré la distance, mon âme ne sera-t-elle pas ici ? La pensée ne nous réunira-t-elle pas ? N'ai-je pas une destinée à accomplir ? Les libraires viendront-ils chercher ici mon Archer de Charles IX et les Marguerites ? Un peu plus tôt, un peu plus tard, ne faut-il pas toujours faire ce que je fais aujourd'hui ? N'est-ce pas toute ma fortune que d'entrer pour mon début à Paris dans le salon de la marquise d'Espard ?

— Il a raison, dit Eve. Vous-même, ne me disiez-vous pas qu'il devait aller promptement à Paris ?

David prit Eve par la main, l'emmena dans cet étroit cabinet où elle dormait depuis sept années, et lui dit à l'oreille :

— Il a besoin de deux mille francs, disais-tu, mon amour ? Postel n'en prête que mille.

Eve regarda son prétendu par un regard affreux qui disait toutes ses souffrances. — Ecoute, mon Eve adorée, nous allons mal commencer la vie. Oui, mes dépenses ont absorbé tout ce que je possédais. Il ne me reste que deux mille francs, et la moitié est indispensable pour faire aller l'imprimerie. Donner mille francs à ton frère, c'est donner notre pain, compromettre notre tranquillité. Si j'étais seul, je sais ce que je ferais ; mais nous sommes deux. Décide.

Eve perdue se jeta dans les bras de son amant, le baisa tendrement et lui dit à l'oreille, tout en pleurs :

— Fais comme si tu étais seul, je travaillerai pour regagner cette somme !

(A suivre.)

L'Action et la Pensée des Travailleurs

APRÈS LES CONGRÈS DE MOSCOU

La disparition de l'I. S. R.

APRÈS LES CONGRÈS DE MOSCOU

Le troisième Congrès, qui vient de se clore à Moscou, est vraisemblablement le dernier de l'I.S.R.

A travers les réticences, les contradictions que renferment les comptes rendus de l'Humanité, malgré les affirmations contraires que ne manquent pas de produire les chefs du Parti communiste français et de la C.G.T.U., on ne pourra nier que cette disparition fut discutée, examinée par les Congrès de l'I.C. et de l'I.S.R.

Je n'ai pas jusqu'à aujourd'hui été décidé, mais ma surprise serait nulle si d'ici quelques mois le fait se produisait. Ce n'est d'ailleurs pas d'aujourd'hui que cette disparition est envisagée.

Nos camarades de la Fédération unitaire des Métaux n'ont sans doute pas perdu le souvenir de cette séance de leur Congrès au cours de laquelle les communistes demandaient l'adhésion de leur Fédération au secrétariat international de Berne, lui-même adhérent à la Fédération internationale syndicale d'Amsterdam.

Bien que cette adhésion ait été rejetée par le Congrès international des Métaux, les Russes n'ont cessé de demander à tous les Congrès internationaux d'Amsterdam l'adhésion, non seulement des syndicats russes, mais encore des fédérations nationales de tous les pays dont le mouvement fait partie intégrante de l'I.S.R.

Le Congrès de la F.S.I. d'Amsterdam, qui s'est tenu à Vienne, a eu à résoudre cette question pour l'ensemble des fédérations composant les quelques centrales de l'I.S.R. Les partisans de l'I.S.R. n'ont d'ailleurs pas manqué de faire remarquer que, déjà, le secrétariat de l'alimentation avait accepté l'adhésion de la Fédération russe.

Demain, au Congrès international des Transports, Semard demandera, à Hambourg, que toutes les fédérations nationales de cheminots, de dockers, de marins qui sont à l'I.S.R. rentrent à Amsterdam, avec les « Social-traites ». C'est d'ailleurs la décision de l'I.S.R., c'est le mandat qu'ont reçu ses délégués.

Tout cela peut paraître anormal à ceux qui croient aux lignes de conduite précises, aux positions nettes, à ceux qui luttent franchement pour que l'I.S.R. triomphe d'Amsterdam et croient à la mission révolutionnaire du communisme.

Ce sont pourtant des faits indéniables dont la sanction définitive se présente logiquement à l'esprit non prévenu.

Les faits observés, dont l'abondance et la classique répétition ne laissent aucun doute sur l'intention de Moscou, permettent de dire, à coup sûr, que la disparition de l'I.S.R. est décidée en principe depuis longtemps. Seule la date reste à fixer.

Tout indique qu'elle est proche, non parce que les communistes veulent restaurer l'unité nationale et internationale, car cette préoccupation est la dernière qui leur viendrait à l'esprit, mais elle deviendra une réalité le jour où les nécessités politiques exigeront qu'il en soit ainsi.

De la même façon que la scission se produisit pour aider politiquement le gouvernement russe, celui-ci ordonnera la dissolution de l'I.S.R., devenue inutile ou gênante.

De 1921 jusqu'en 1924, le gouvernement des Soviets avait besoin d'avoir, dans chaque pays, une force d'agitation, de chantage, destinée à créer des difficultés aux gouvernements bourgeois. Il poussa aux scissions nationales, principalement en France.

En août 1924, les temps étant différents, le gouvernement russe, déjà reconnu par quelques États capitalistes, veut rentrer dans le concert des puissances. La présence à la tête des gouvernements français et anglais de Herriot et de Mac Donald, qu'on injurie chaque jour pour la forme rend

possible, sinon certaine, la reconnaissance « de jure » des Soviets. Il n'y a plus besoin ni d'I.S.R. ni de C.G.T.U.

On sait que Herriot, comme Mac Donald, réclameront la cessation de la propagande communiste en France et en Angleterre, on sait que ce sera la condition essentielle de la reconnaissance poursuivie depuis Gènes...

L'intérêt politique du gouvernement russe le conduit donc, tout naturellement, à prononcer la dissolution de l'I.S.R., à inviter la C.G.T.U. à rejoindre la C.G.T.

La constitution de l'I.S.R., celle de la C.G.T.U., ainsi que leur dissolution n'ont jamais été inspirées par le souci de défendre le prolétariat international ou national.

Ces actes ont été et seront exclusivement déterminés par des préoccupations politiques et gouvernementales. Et puis, en France, particulièrement, la situation politique s'est considérablement modifiée.

Pour durer, pour prendre figure de sauveur de l'ordre bourgeois, Poincaré avait besoin de l'opposition communiste. Il l'a dit et répété à maintes reprises. Il l'a inventée si elle n'avait pas existé.

Avec Herriot, c'est différent. Il a visité la Russie, il s'est entretenu avec les chefs du gouvernement russe. Il a établi avec eux un accord, il y a des engagements réciproques connus. La reconnaissance a été promise par Herriot. En revanche les communistes ont promis, eux, de ne pas gêner le chef du Bloc des gauches, dont ils ont discrètement aidé le triomphe.

Enfin, Herriot n'a nul besoin politique d'une opposition communiste. Il lui faut, à lui, homme de gauche, une opposition de droite.

Saisissez-vous, maintenant, pourquoi l'I.S.R. doit disparaître ? Nous allons donc à l'unité nationale et internationale par la volonté du gouvernement russe.

Est-ce à dire que l'unité organique ainsi réalisée, les manœuvres internes des communistes dans les syndicats vont cesser ? Bien niais celui qui le supposerait ! Le Congrès de Moscou a décrété qu'il ne s'agissait plus de conquérir les postes, mais les consciences. C'est clair.

Encore que l'opération apparaisse comme difficile, on peut néanmoins être convaincu que la lutte au sein de l'organisme reconstitué continuera. La conquête se poursuivra du « dedans ».

Ce n'est évidemment pas de cette façon, par les luttes intérieures, qu'on renforcera le mouvement ouvrier national et international, qu'on rendra possible l'action de classe qui s'impose.

C'est peut-être une façon de faire l'unité, mais ce n'est pas l'unité nécessaire, celle que réclame le prolétariat qui, lui, n'a point de visées politiques à satisfaire.

En tout cas, les vrais unitaires, ceux qui désirent la fin des déchirements actuels, ceux qui croient dans la mission du syndicalisme, qui ont foi en lui, doivent veiller plus attentivement que jamais.

Les démolisseurs changent de tactique, ils n'ont pas abandonné l'idée d'asservir, en entier cette fois, le mouvement ouvrier de tous les pays pour en faire, dans un sens opposé à celui d'Herriot, l'instrument du gouvernement de Moscou dans sa besogne démocratique et sa politique d'alliance avec les gouvernements bourgeois.

Après les réceptions à Mussolini, nous connaissons celles qui seront offertes à Herriot, auxquelles assisteront peut-être Kerensky et Miloukoff.

Et dire qu'il se trouvera encore des pauvres bourgeois pour croire, en l'an de grâce 1925, à la révolution en Russie et monter la garde devant l'ambassade des Soviets à Paris.

C'est triste ! Pierre BESNARD.

dangereux, comporté beaucoup de risques. La liste de nos camarades victimes de la rapacité patronale est longue.

Eh bien ! Camarades, réfléchissons à tout cela, et réveillons-nous une bonne fois, pour faire vivre convenablement nos familles.

Le monopole de la misère ne doit pas être le seul tribut des travailleurs.

Pour l'application intégrale des huit heures ! Pour des salaires nous permettant de vivre, nous serons tous présents à la réunion qui aura lieu le

Dimanche 3 Août

à neuf heures du matin, Salle Henri Perreault, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris.

Des décisions sérieuses seront prises engageant la corporation.

Le Conseil Syndical.

Dans le S. U. B.

Le S. U. B. continuant sa propagande de recrutement et d'agitation, invite tous les camarades à assister et à amener d'autres camarades, aux réunions qui auront lieu dans les localités suivantes, dimanche 3 août, à neuf heures du matin :

III^e et IV^e Arrondissements : 6, rue des Nonnains-d'Hyères. — Délégué : Sarnin.

V^e et VI^e Arrondissements : Maison Salzac, 6, rue Lameau. — Délégués : Fougereon et Coussinet.

Charanton : 26, quai des Carrières. — Délégué : Bardy.

Courbevoie : Maison du Peuple, 35, rue Adam-Ledoux. — Délégué : Naulibois.

Saint-Denis : 4, rue Suger. — Délégué : Le Cain.

Saint-Ouen : Salle de la Coopérative « l'Abeille », 57, avenue des Batignolles. — Délégué : Pommier.

Puis nos huit heures, pour nos salaires, pour grossir les rangs de notre S. U. B., tous aux réunions !

Les travailleurs de la pierre et les huit heures

Le syndicat, réuni en assemblée générale le 27 juillet, 60, rue Charlot, placé devant le décret d'administration publique réglementant les heures de travail dans les départements de la Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, décret rendu par M. Martin, inspecteur divisionnaire et qui rétablit par ses dérogations la journée de 10 heures,

Constatant que M. Martin n'a tenu aucun compte des observations et décisions exprimées par la Fédération du Bâtiment et par la 13^e région fédérale au nom de leurs syndicats ; que ce décret reflète l'état d'esprit des syndicats jaunes et syndicates patronaux, élève une véhémence protestation contre une pareille atteinte et violation de la journée de 8 heures, décide que celle-ci sera appliquée dans toute son intégralité, et laisse la responsabilité des incidents qui pourront se produire au gouvernement, s'il tolère une pareille violation.

Envoie son salut à tous les emprisonnés et réclame une amnistie pleine et entière pour tous.

Le secrétaire : J. BLOIS.

Aux charpentiers en fer et aides

Il faut en finir avec la résistance patronale. Nous devons et nous pouvons la briser en lui imposant de haute lutte notre cahier de revendications corporatives :

- 1^o La journée de huit heures sans dérogations ;
- 2^o Le respect des us et coutumes ;
- 3^o Cent sous de l'heure pour les compagnons et 4 fr. 75 pour les aides.

A cet effet, afin d'examiner nos moyens d'action pour nos aspirations corporatives et syndicalistes, assistez à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

qui aura lieu le dimanche 3 août, à 9 heures du matin, 8, avenue Mathurin-Moreau (Métro Combat).

INDEX DE LA MAISON DERNIS-BERSON (Ancienne Maison Hamet)

Dans cette maison, le chef monteur Fau n'est pas chanceux... A force de chercher des compagnons, il avait réussi à en dégoter deux ou trois ou plutôt à les tromper. Après le passage de quelques copains qui les ont mis au courant de ce qui se passait dans cette maison, les chantiers sont encore une fois désertés. Avis aux remplaçants.

MM. Dernis-Berson quand vous nous aurez donné satisfaction, vos travaux marcheront normalement.

Les membres du Conseil se réuniront dimanche prochain, à 8 heures, avenue Mathurin-Moreau.

Le Secrétaire : A. REITZER.

APRÈS LE C. N. DU BATIMENT

A propos du Congrès d'Ille-et-Vilaine

La Fédération du Bâtiment a tenu son Comité National Fédéral dimanche et lundi derniers.

Notre camarade Quémener, délégué de la 3^e Région fédérale, accusé par un secrétaire de fédération de se faire payer doublement ses frais de délégation, soulève une protestation du Comité National quand il apporte ces griefs aux délégués.

Le Comité National demande aussitôt que la Commission Exécutive réponde comme il convient à tous ces mensonges, et l'ordre du jour suivant posé par la 7^e Région est adopté à l'unanimité, avec

l'adjonction de la 13^e Région, avec mandat de le faire paraître dans toute la presse :

ORDRE DU JOUR :

« Le Comité National du Bâtiment et des Travaux Publics réuni les 27 et 28 juillet à Paris, proteste contre les allégations portées par Kerdraon contre le camarade Quémener, délégué de la 3^e Région.

« Le Comité National se déclare solidaire de son délégué, et dément formellement tous les mensonges intéressés colportés contre le camarade Quémener. »

Adjonction :

« Le Comité National, en réponse aux allégations mensongères de Kerdraon, secrétaire de la Marine-Etat, apportées dans une réunion à Brest, déclare que le camarade Quémener n'a jamais été payé de ses journées de travail vu qu'il est permanent de la C. G. T. U. ; seuls ses déplacements lui sont payés lorsqu'il a à accomplir les délégations de la Fédération du Bâtiment. »

L'indépendance syndicale dans le Tarn

Les syndicats unitaires du Bâtiment d'Albi et de Graulhet ont décidé, devant les décisions diverses et contradictoires prises par l'Union des Syndicats unitaires du Tarn, laquelle, le 6 juillet, décidait de ne pas organiser de manifestation en l'honneur de l'anniversaire Jean-Jaurès, et le 25, décidait d'organiser une manifestation pour le 3 août, regrette qu'il en soit ainsi, et aurait préféré voir toutes les organisations manifester ensemble.

Et, ne voulant pas être à la remorque ni sous les ordres d'aucun parti politique, constatant que la décision prise le 25 juillet ne l'a été qu'à la suite de la décision du parti communiste, décision qui est un ordre pour l'Union unitaire, et ne voulant pas être les dupes de cette manœuvre qui consiste à faire de la propagande communiste avec les délégués de la C. G. T. U. payés aux frais de celle-ci, déclarent ne pas participer à la manifestation organisée le dimanche 3 août et y rester totalement étrangers.

Le Secrétaire d'Albi : ASTRUC.

— de Graulhet : K. HUGON.

Aux fourreurs

Camarades, réveillez-vous !

Vos patrons ont l'impudence de ne pas répondre à vos légitimes revendications. Si vous êtes des êtres conscients de votre force, faites-leur sentir en vous unissant dans la lutte contre ce patronat cupide par excellence qui s'enrichit à vos dépens d'une façon scandaleuse.

Il s'agit aujourd'hui de savoir si, oui ou non, vous êtes capables d'action ! Si oui, venez tous à la

GRANDE REUNION

des Syndiqués et non Syndiqués

qui aura lieu aujourd'hui Samedi 2 Août, à 2 h. 30 de l'après-midi, salle Ferrer, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris X^e. (Métro : République).

Le Conseil.

Pourquoi nous sommes dans la Minorité de la Chaussure

Nous sommes dans la minorité parce que nous voulons que le Syndicalisme ne reçoive de directives que celles qui lui imprimeront les travailleurs groupés dans les syndicats ;

Parce que nous ne voulons pas de chefs ; Parce que nous poursuivons l'abolition du principe d'autorité, et que nous pensons que la révolution est inséparable de l'éducation ;

Nous combattons le Parti communiste parce qu'il est un parti de collaboration de classes, puisqu'il a des patrons et des capitalistes dans son sein ;

Parce qu'il accepte comme adhérents les pires ennemis de la classe ouvrière, tels que patrons, contremaîtres, officiers, gardes-chiourme, flics et députés, tous gens ne vivant et ne voulant vivre qu'aux dépens de la classe travaillante ;

Nous le combattons aussi parce que dans ses congrès, dans sa presse, dans sa propagande, il exprime sans vergogne sa volonté de se servir du Syndicalisme pour prendre le pouvoir. Nous, ouvriers, nous ne voulons pas nous acquiescer, même indirectement, avec des patrons ou des flics ; nous ne voulons pas non plus contribuer de quelque façon que ce soit à la prise du pouvoir par un parti quelconque, sachant d'avance que ce parti sera fatalement opposé aux intérêts de la classe ouvrière.

Mais nous voulons par contre que le Syndicalisme se développe libre de toute entrave politique. Nous voulons qu'il soit le groupement de tous les travailleurs sans distinction de tendances.

Cela fera comprendre que nous ne visons pas particulièrement telle ou telle individualité de notre syndicat : nous visons plus haut et plus loin ; cependant, si telle ou telle personnalité se rendait solidaire des agissements d'un parti politique, il est compréhensible que pour être logiques avec nous-mêmes nous serons forcés de combattre cette personnalité : ceci sans suspecter la sincérité d'aucun camarade.

Nous sommes persuadés que nous marchons sur la bonne route ; quelles que puissent être les difficultés, tous les efforts seront faits pour parvenir au but.

La Minorité de la Chaussure.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : René DEVRY

Imprimerie spéciale du Libérateur

10-12, rue Paul-Lelong, Paris

DANS L'EBENISTERIE

La grève de chez Nelson

Les ébénistes de la Maison Nelson pour suivent la lutte avec ténacité.

Toutes les manœuvres tentées, au cours de ces quinze semaines de grève, par la direction, se sont tournées contre elle-même.

Nos camarades ne doivent pas sortir de cette lutte battus. Pour cela la solidarité de toute la corporation leur est indispensable.

Que chacun fasse son devoir en prenant la carte de solidarité.

Le Conseil Syndical.

Communiqués syndicaux

Syndicat Autonome des Métallurgistes. — C'est ce soir, à 20 h. 30, qu'aura lieu l'Assemblée générale, à la Bourse du Travail, salle Bondy. Tous les camarades auront à cœur de participer aux travaux de l'organisation.

Groupe Syndicaliste des Métaux. — Lundi, 4 août, à 20 h. 15, bureau 13, Bourse du Travail, 4^e étage.

Nomination du Bureau, l'Action de la Minorité dans le Syndicat.

Scieurs, Découpeurs, Moutilliers. — Demain, de 9 heures à 12 heures, Bourse du Travail (5^e étage), Bureau 1, permanence.

Scieurs de Pierre Tendre. — Réunion de la Commission de contrôle et du Conseil syndical aujourd'hui, 2 août, à 6 heures du soir, Bureau 9 (4^e étage), Bourse du Travail.

Terrassiers. — Les obsèques du camarade Alfred Rollin auront lieu ce matin, samedi, à 9 heures, 7, rue Étienne-Marcel, à Romainville.

Tonnelliers. — Aujourd'hui, réunion à 20 heures, au siège social, rue de Charenton, 182. Examen de la situation générale dans la corporation.

Fédération des Jeunes Syndicalistes. — La Fédération n'organise pas de balade demain, mais les copains sont invités à venir nombreux à la balade organisée par la Jeunesse Syndicaliste d'Issy-les-Moulineaux, à la Patte d'Oie. Pour les indications, voir les convocations de la Jeunesse d'Issy.

Jeunesse Syndicaliste d'Issy-les-Moulineaux. — La Jeunesse organise une balade champêtre pour le dimanche 3 août, dans le forêt de Meudon, au lieu dit « la Patte d'Oie ». Départ le matin, à 8 heures, à la ferme des Moulineaux.

DANS LE S. U. B.

FUMISTES INDUSTRIELS. — Réunion du Conseil, ce soir, à 17 heures, Bureau 13 (4^e étage), Bourse du Travail.

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et Banlieue

Union Anarchiste. — Demain 3 août, balade champêtre à Rueil. Apportez vos caleçons de bain.

Prendre le train à la gare Saint-Lazare. Nous indiquerons les heures des trains dans le « Libérateur » du samedi et du dimanche.

Groupe du 20^e. — Pour les fêtes du 15 août, grande balade champêtre, avec conférence et partie de concert.

Les groupements amis sont invités à ne rien organiser pour ce jour-là. Les détails seront donnés ultérieurement.

Groupe d'Études Sociales de Rueil. — Réunion du groupe, ce soir, à 20 h. 30, à la Maison du Peuple, 15 bis, rue Giroux. Causerie, par un camarade, sur : le Mouvement Anarchiste.

Groupe Régional de Bezons. — Les camarades de Bezons, Argenteuil, Houilles, Carrières, Colombes, La Garenne sont invités à se trouver, demain, 3 août, à 9 h. 30 très précises, à l'ancienne mairie de Bezons.

Que tous soient présents.

Groupe de Bourg-la-Reine. — Aujourd'hui, à 20 h. 30, salle du Café du Centre, à Bourg-la-Reine, 80, Grande-Rue, réunion.

André Content est prié de tenir la bibliothèque, ce jour.

Province

Groupe de Béziers. — Tous les camarades sont invités à passer chez le camarade Antoine Gérin, pour versement des thunes. Urgent.

Groupe de Croix. — Lundi 4 août, à 7 heures précises du soir, réunion chez Meurant, à Croix, 1, rue d'Arcole. Causerie par un camarade. Les copains de Lille sont cordialement invités. On envisagera les préparatifs de la balade champêtre du 15 août.

Aux amis du « Combat ». — Les dépositaires qui doivent encore de l'argent au journal, ainsi que ceux qui détiennent des cartes, pour la balade du 15 août, sont avertis que nous avons maintenant le chèque postal. Nous prions les copains de s'acquitter en tout ou partie dans le plus bref délai possible en envoyant les sommes dues à Meurant, C. C. Lille 162-18. Nous avons déjà reçu une cinquantaine de lots pour la balade. Les donateurs sont priés de se faire connaître.

PETITE CORRESPONDANCE

Marcel Orient, de Longwy, et Camille Laurin sont priés de donner leur adresse au « Libérateur ».

Camarade connaissant le terrain de 3 à 400 mètres dans un royaume de 10 kilomètres au maximum ? Prix abordable. Ecrire Desplanque, allée de Chabannes, Gagny (Seine-et-Oise).

Un camarade des Abattoirs demande rendez-vous à Suzanne Lévy ou Lérange pour affaire très sérieuse. Répondre par le « Libérateur », C. Roux.

Dufresne, 7. — Votre abonnement finira le 15 novembre.

Copain de Fontainebleau. — Tu recevras les trois bouquins demain ou après-demain au plus tard.

P. G., à Valence. — Transmettrai ta lettre au Conseil d'administration.

Bianco, à Puteaux. — Ton chèque postal a été adressé à Férandel. A l'avenir, emploie le chèque postal Lentelle. Est-ce un réajustement ?

Yerna (Liège). — Bien reçu mandat.

M. Q. — Serait heureux d'obtenir de tes nouvelles.

Viau viendra voir Gourinat, au Châtelet, aussitôt que possible.

M. Q. — Serions heureux d'avoir de tes nouvelles.

L'action du Bâtiment parisien

Cimentiers et maçons d'art se défendent

La Section Technique a tenu son assemblée générale le dimanche 20 juillet, grande salle Ferrer, où elle eut à renouveler son Conseil Syndical, un délégué à la propagande, la commission de contrôle et son secrétaire.

Elle eut également à envisager la propagande. Cet examen qui s'impose à toutes les assemblées générales, ne donna point satisfaction aux militants présents, étant donné que la plupart de ceux que nous connaissons avaient cru bon de ne pas y assister à l'heure même où les nécessités se font plus impérieuses. Au moment où la journée de huit heures est généralement violée, nous aurions pensé que les militants conscients de leurs devoirs auraient assisté nombreux à cette réunion, il n'en fut rien.

Devant cette indifférence coupable, l'assemblée eut à se prononcer pour éveiller l'apathie qui tente de s'emparer de notre organisation. A cet effet, elle décida un grand meeting corporatif pour le jeudi 7 août, grande salle Ferrer, Bourse du Travail, et l'édition d'un tract français et italien pour être répandu dans les chantiers d'Orès et déjà, le Bureau et le Conseil Syndical invitent les délégués de chantiers et les militants à venir prendre au Bureau 10, à partir d'aujourd'hui, les tracts pour leur distribution. Ce meeting doit revêtir un caractère de grande envergure, pour nous permettre l'application sans dérogation de la journée de huit heures et l'amélioration des salaires.

Un appel tout particulier est adressé aux camarades étrangers ; ceux qui se rendraient coupables d'indifférence ne connaîtraient aucune excuse dans l'action qui suit.

Les verbiages ont assez duré, c'est à l'action qu'il faut se rendre.

Aux Pavés et aides

La Section Technique des paveurs, aides et parties similaires, réunie extraordinairement en assemblée générale le jeudi 31 juillet, grande salle de la Bourse du Travail, au nombre de douze cents, après avoir entendu divers camarades sur la situation faite à la corporation, en ce qui concerne la journée de huit heures et les salaires, décide d'adresser le cahier de revendications à la Chambre syndicale patronale et fixe comme date limite de réponse le 8 août inclus.

La Section se réunira à nouveau le 10 août pour connaître la réponse donnée et prendre toutes dispositions que comportera la situation.

Tous les adhérents déclarent être résolus de mener la lutte sur le terrain qu'ils auront eux-mêmes choisi, et se séparent aux cris de : Vive le Syndicat !

Dans quelques jours nous ferons connaître l'attitude de certains entrepreneurs travaillant pour la Ville de Paris.

Aux démolisseurs et aides

Camarades,

Le patronat de la Démolition, de plus en plus avide de bénéfices, se soucie peu de notre misère et continue à nous exploiter honteusement.

Allons-nous continuer à nous laisser faire ?

Le travail est abondant, en ce moment, sur la place de Paris, et nous n'aurons jamais une si bonne occasion pour acquiescer un peu de mieux-être.

Nous travaillons dans des conditions déplorables ; pourtant notre métier est